



L'illusion de protection

Les missions de soutien à la paix en République démocratique du Congo

Fred Bauma & Reagan Miviri
Août 2025

République démocratique du Congo

Friedrich
Ebert
Stiftung

Mentions légales

Editrice

Friedrich-Ebert-Stiftung RDC
70, avenue Batetela Kinshasa RDC
info@fes.cd

Cette publication est une coproduction entre la Friedrich-Ebert-Stiftung et Ebuteli, l'institut congolais de recherche sur la politique, la gouvernance et la violence.



Responsabilité du contenu et rédaction

Constantin Grund, Friedrich-Ebert-Stiftung, Kinshasa
Fred Bauma, Ebuteli, Kinshasa

Contact

Friedrich-Ebert-Stiftung RDC
info@fes.cd

Conception/mise en page

Henock Mbiyavanga Luneko

Conception de la couverture

Martha Mondo Matoke

Droits d'auteur de l'image de la couverture

Moses Sawasawa | The Associated Press

Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement celles de la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES).

L'utilisation commerciale des médias publiés par la FES est interdite sans son autorisation écrite.

Cette publication ne peut être utilisée à des fins de campagne électorale.

Août 2025

© Friedrich-Ebert-Stiftung e.V.

Pour plus de publication:

↗ www.fes.de/publikationen

Fred Bauma & Reagan Miviri
Août 2025

L'illusion de protection. Les missions de soutien à la paix en RDC.

Glossaire des acronymes

CNDP	Congrès National pour la Défense du Peuple
CSI	Cadre stratégique intégré
DDR	Désarmement, démobilisation et réintégration
DDRRR	Désarmement, démobilisation, rapatriement, réinstallation et réinsertion
EAC-RF	East African Community - Regional Force
FARDC	Forces armées de la République démocratique du Congo
FIB	Force Intervention Brigade (Brigade d'intervention offensive intégrée à la Monusco)
M23	Mouvement du 23 mars
MONUC	Mission de l'Organisation des Nations unies en République démocratique du Congo
Monusco	Mission de l'Organisation des Nations unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo
UNO	Organisation des Nations unies
PSO	Peace Support Operations
RDC	République démocratique du Congo
RDF	Rwanda Defence Force (Forces de défense du Rwanda)
SADC	Southern African Development Community, Communauté de développement de l'Afrique australe

Table des matières

1	Introduction	5
2	Les missions de soutien à la paix en RDC : une paix toujours fragile	7
3	Perceptions des opérations de soutien à la paix en RDC	14
4	Imposition de la paix et les forces régionales : est-ce une alternative à la crise sécuritaire en RDC ?	16
5	Conclusion	18
6	Catalogue des critères	19
7	Bibliographie	24

1.

Introduction

Après plusieurs jours d'affrontements, la rébellion du M23 (Mouvement du 23 mars), soutenue par l'armée rwandaise (RDF) a pris le contrôle de la ville de Goma le 26 janvier 2025. Avant la chute de Goma, cette ville de près d'un million d'habitants et ses environs comprenaient un grand dispositif de défense constitué des forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC), de la Mission de la Communauté de développement d'Afrique australe en République démocratique du Congo (SAMIRDC), de la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (Monusco), des contingents de l'armée Burundaise, des compagnies militaires privées et d'une coalition des milices locales réunies sous le label des Wazalendo («Patriote» en swahili). Fort de la concentration en hommes et en munitions, le gouvernement avait de quoi parier que « Goma ne tombera pas ».

Le verrou que représentait la ville de Goma n'a cependant pas tenu. Selon les Nations unies, les affrontements dans la ville ont causé près de 3.000 morts, y compris des civils. Les camps de déplacés comprenant environ 700.000 personnes ont été démantelés. Leurs occupants ont été forcés à retourner dans leurs villages, abandonnés à eux-mêmes et sans assistance humanitaire adéquate. Une crise dans une crise.

La prise de Goma a montré au grand jour l'effondrement temporaire du dispositif sécuritaire de l'armée congolaise. S'en est alors suivie la chute d'autres villages et surtout de la ville de Bukavu avec ses plus d'un million et demi d'habitants. Avec la chute de Bukavu, le M23 contrôle entièrement le lac Kivu, une importante portion du Nord et Sud Kivu et ne cache pas son ambition de s'étendre dans d'autres provinces de l'est de la RDC. Une première depuis 1998 et la deuxième guerre du Congo.

La défaite de l'armée congolaise est aussi celle des missions et forces internationales venues en appui au gouvernement congolais. Le Nord-Kivu était en effet devenu un véritable hub pour des missions militaires étrangères. La Monusco y dispose d'une grande base. Cette dernière avait, en novembre 2023, lancé l'opération Spring Box dans le but de contrer l'avancée des miliciens du M23 et protéger les villes de Goma et Sake au Nord-Kivu.

La SAMIRDC, déployée depuis décembre 2023, avec plus de 4.000 troupes, y était aussi présente avec le même objectif : protéger la ville de Goma et lutter contre les groupes armés. L'enlisement de la crise dans l'est de la RDC ravive le débat sur l'efficacité des missions de maintien de la paix – ou, pour utiliser le langage de l'Union africaine, les missions de soutien à la paix (PSO) – dans leur mandat de protection des civils et la lutte contre les groupes armés.

Ce rapport vise à comprendre la perception des Congolaises et Congolais sur le mandat des missions de soutien à la paix dans leur pays. Il s'agira d'examiner leurs regards sur l'efficacité des missions de paix, les raisons de leurs succès et leurs échecs et sur les conditions de retrait responsable.

Bien que le Conseil de sécurité de l'ONU ait renforcé le mandat de la Monusco pour lui permettre de répondre efficacement aux défis sécuritaires et d'appuyer le gouvernement congolais, la mission fait face à différentes mobilisations des citoyens et de groupements politiques pour exiger son départ. Depuis l'arrivée au pouvoir de Félix Tshisekedi, le gouvernement congolais n'a cessé de faire appel au soutien militaire aussi bien des organisations régionales qu'au niveau bilatéral pour résoudre la crise. Ces efforts s'avèrent infructueux pour l'instant.

Face à différents mouvements de protestations de la population exigeant le départ non seulement de la Monusco mais aussi de la Force régionale des États de l'Afrique de l'Est (EAC-RF), il était important de comprendre la perception des raisons de cohérence des Congolais sur les différentes opérations de soutien et de maintien de la paix dans leur pays.

Quoique le rapport de cette recherche porte essentiellement sur la Monusco en raison de sa présence à la fois dans les provinces du Nord-Kivu, de l'Ituri et du Sud-Kivu où elle garde cependant une présence résiduelle. Ce rapport abordera aussi la perception qu'ont les populations du Nord-Kivu sur les initiatives régionales récentes notamment l'EAC-RF et la Mission des États de la SADC en République démocratique du Congo (SAMIRDC).

Ce rapport se base sur une cinquantaine d'entretiens semi-directifs avec des individus qui ont eu de longues et directes expériences avec la Monusco, l'EAC-RF ou la SAMIRDC dans l'est de la RDC et à Kinshasa.

Les recherches de terrain se sont déroulées principalement à Goma, Bukavu, Beni, Butembo et Bunia entre septembre et fin décembre 2024. Parmi les personnes interrogées figurent des cadres de la société civile au niveau local et provincial, des journalistes, des leaders des jeunes, des leaders des organisations féminines, des anciens maires de ville, des députés provinciaux. Nous avons aussi parlé avec des agents et anciens agents de la Monusco au Nord-Kivu, Sud-Kivu et à Kinshasa. Ces entretiens ont été faits principalement avec des personnes basées en milieu urbain, quoiqu'ayant des activités aussi en milieu rural. Ce rapport se base aussi sur la revue des différents rapports sur la Monusco et les autres initiatives régionales dans l'est de la RDC, et sur des documents officiels.

Ce rapport est subdivisé en deux principales parties : dans un premier temps, il revient sur l'historique des missions de maintien de la paix en RDC. Cette partie aborde les différentes transformations qu'a subi la force onusienne ces 25 dernières années ainsi que les tentatives infructueuses des missions de l'EAC et de la SAMIRDC. Elle revient sur les tensions qui ont opposé les missions de maintien de la paix aux populations civiles. Cette deuxième partie se focalise sur la perception qu'ont les populations rencontrées, lors des entretiens, concernant les missions de maintien de la paix. Cette section met en évidence certaines tensions manifestées par rapport au mandat et à la réalité sur terrain.

Elles apparaissent notamment sur la question de la protection des civils, des moyens alloués aux forces, de la durée des mandats, de l'usage de la force et sur le rôle des contingents régionaux.

Ce rapport montre que, malgré la contribution significative de la mission de l'ONU aux différents processus de stabilisation et de reconstruction d'un État congolais post-conflit, ses difficultés à protéger les civils en zone de guerre, notamment lors des massacres dans l'est de la RDC, ont terni sa réputation. Il souligne que, plus que tout autre aspect du mandat de la Monusco, la compréhension et les attentes de la population en matière de protection des civils influencent fortement la perception de la mission onusienne et des autres forces régionales.

Trois facteurs principaux façonnent cette perception : la posture publique des missions, la durée de leur présence et le risque d'instrumentalisation politique. Par ses équipements et sa logistique, la Monusco renvoie une image de puissance qui contraste avec ses capacités opérationnelles réelles. Sa présence prolongée fragilise sa réputation et alimente diverses théories complotistes. Par ailleurs, le risque d'instrumentalisation politique en fait un bouc émissaire idéal pour différents acteurs, lors des débats politiques internes ou en période électorale.

Enfin, ce rapport met en évidence que, dans le contexte de la RDC, les populations rencontrées ne partagent pas toujours l'optimisme et l'enthousiasme de nombreux experts quant aux forces régionales comme alternative aux missions de paix, et notamment en raison du manque de transparence et la défense d'intérêts propres des pays contributeurs.

2.

Les missions de soutien à la paix en RDC : une paix toujours fragile

Après 25 années de présence ininterrompue en RDC, la Mission d'observation des Nations unies en République démocratique du Congo (MONUC) avant d'être transformée en Monusco (Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en RDC) en 2010 – est la plus vieille mission active sur le continent africain. Elle est aussi parmi les plus larges missions, tant par le nombre de civils et de militaires déployés que par l'ampleur de son budget – plus d'un milliard de dollars américains par an, soit près du triple de celui de l'armée congolaise avant la résurgence du M23 en 2021.

Mais elle est également l'une des missions les plus contestées. La Monusco a été critiquée ces dernières années aussi bien par le gouvernement congolais que par une frange de la société civile et des leaders de la région des grands-lacs. Créée en juillet 1999, initialement pour observer la mise en œuvre du cessez-le-feu de Lusaka, la MONUC a ensuite vu son mandat être étendu à l'ensemble des processus de paix ultérieurs, notamment l'accord global et inclusif signé à Pretoria en décembre 2002, qui mit fin à la deuxième guerre du Congo.

La MONUC a contribué à des progrès importants notamment ceux liés à la construction des institutions congolaises après le conflit. Elle a joué un rôle dans la quasi-réunification du pays et dans la conduite de la transition de trois ans de 2003 et 2006 sous la supervision de la communauté internationale. Durant cette période, une nouvelle Constitution a été adoptée et promulguée, les premières élections pluralistes et largement démocratiques ont été organisées en 2006, une armée et une police nationales ont vu le jour, et un premier processus de désarmement, de démobilisation et de réinsertion a été mis en œuvre.

Ces progrès ont permis de pacifier une grande partie du pays, mais ils n'ont pas conduit à une paix durable. Plus d'une centaine de groupes armés ont continué à opérer dans l'est de la RDC. Le recours à la violence armée pour régler les différends continue à être une pratique au sein de l'élite politique congolaise ; l'État, quant à lui, n'arrive toujours pas à garantir la sécurité des populations congolaises et à se défendre contre les agressions extérieures. Cependant, au moment où le gouvernement de transition se met en place, la Monuc éprouve des difficultés à gérer les dissensions au sein de la transition et d'empêcher les massacres commis

à proximité de ses positions (Kisangani 2002, Walungu 2003 et Ituri 2002-2004) ce qui a fortement entamé sa légitimité. En mai 2004, une mutinerie conduite par le Colonel Mutebusi, soutenu par Laurent Nkunda, éclate à Bukavu. Dans les semaines qui suivent, des graves crimes sont commis tant par l'armée officielle que par les mutins, selon un rapport de Human Rights Watch (HRW), qui mentionne des exécutions sommaires contre des membres de la communauté banyamulenge par l'armée congolaise, ainsi que de violences sexuelles, des pillages et assassinats des civils par les éléments fidèles à Laurent Nkunda (HRW, juin 2004).

La MONUC, bien qu'elle soit intervenue à certaines occasions pour protéger les civils, s'est montrée impuissante. Dans son rapport, HRW recommandait à la MONUC de *reconsidérer de toute urgence les règles de l'engagement de la MONUC en RDC afin d'assurer une interprétation élargie de son mandat aux termes du Chapitre VII, lequel mandat consiste à assurer la protection des civils et à contribuer à l'amélioration des conditions de sécurité.*

Malgré ses recommandations, la mutinerie s'est muée en une nouvelle rébellion, le CNDP, qui a provoqué le déplacement interne de plus de deux millions de personnes, des massacres des civils à Kanyabayonga ou encore à Kiwanja où environ 150 personnes sont tuées en novembre 2008 par les miliciens du CNDP et les représailles des Mai-Mai. Malgré la présence d'une base de la MONUC à Kiwanja, celle-ci est incapable d'empêcher les massacres des civils. On parle déjà d'un drame humanitaire.

Toutefois, la MONUC intervient pour faciliter le retrait des rebelles, notamment à Rumangabo et trouver une issue pacifique au conflit. Mais des critiques affluent contre la Mission décrite tantôt comme incompétente, tantôt comme composée de touristes, ou encore comme des affairistes: *No Nkunda, No Job*, un slogan pour dire à la Mission qu'elle n'a aucun boulot si Nkunda n'existe pas.

Des manifestations contre la MONUC sont organisées à Goma. Au-delà des faiblesses internes à la MONUC (difficultés logistiques, ordres contradictoires, etc.), son incapacité à protéger les civils était aussi due à sa marginalisation politique comme le montre ses relations tendues avec l'armée congolaise et l'administration locale à Rutshuru. En effet, des contingents de la MONUC avaient

été pris à partie par des éléments des FARDC. Dans son rapport sur les violations commises par les FARDC à Goma et Kanyabanyonga en 2008, le Bureau conjoint des Nations unies pour les droits de l'Homme (BCNUDH) note que *des soldats FARDC en fuite ont attaqué une patrouille de la MONUC à coups de pierres et en leur tirant dessus avec des fusils sur la route de Rwindi (16 kilomètres au sud de Kanyabanyonga)*. De plus, l'implication de certaines unités des FARDC dans les violations de droits de l'homme dans la région ainsi que leur alliance avec des milices locales, a aussi rendu difficile une coopération efficace avec la MONUC dans la protection des civils. Cela a contribué à exacerber les tensions entre la MONUC et les autorités congolaises qui exigeaient de l'ONU *d'appliquer, sans tarder, le chapitre VII face à Nkunda*.

De la MONUC à la Monusco: première tentative de désengagement

En juin 2010, le Conseil de sécurité décide d'une reconfiguration de la MONUC, *puisque la RDC entre dans une nouvelle phase de sa transition vers la consolidation de la paix*. Avec la mise en place des institutions politiques issues des élections de 2006, des progrès au sein des programmes de Désarmement, démobilisation, rapatriement, réintégration et réinstallation (DDRRR) des groupes armés étrangers, ainsi que ceux de désarmement démobilisation et réinsertion (DDR) des groupes armés locaux, les succès des opérations contre les FDLR et les LRA et la signature de l'accord du 23 mars 2009 mettant fin au CNDP, le gouvernement congolais estime que la situation sécuritaire s'est améliorée dans l'est de la RDC. Il faut envisager un désengagement de la MONUC.

Une mission d'évaluation technique est mandatée par le secrétaire général des Nations unies et des discussions avec le gouvernement congolais et les pays contributeurs aboutissent à un cadre stratégique intégré (CSI) de la MONUC. Celle-ci devient alors Monusco.

Durant cette période de stabilisation, la Monusco devrait concentrer sa présence militaire dans trois provinces de l'Est (Nord-Kivu, Sud-Kivu et Maniema) et concentrer ses actions autour des tâches critiques consistant à *achever (les) opérations militaires en cours dans le Kivu et en province orientale et réduire le plus possible la menace que constituent les groupes armés(...)*. Mais aussi aider l'État congolais à acquérir progressivement des capacités en matière de sécurité pour prendre la relève de la Monusco, et enfin *renforcer l'autorité de l'État*.

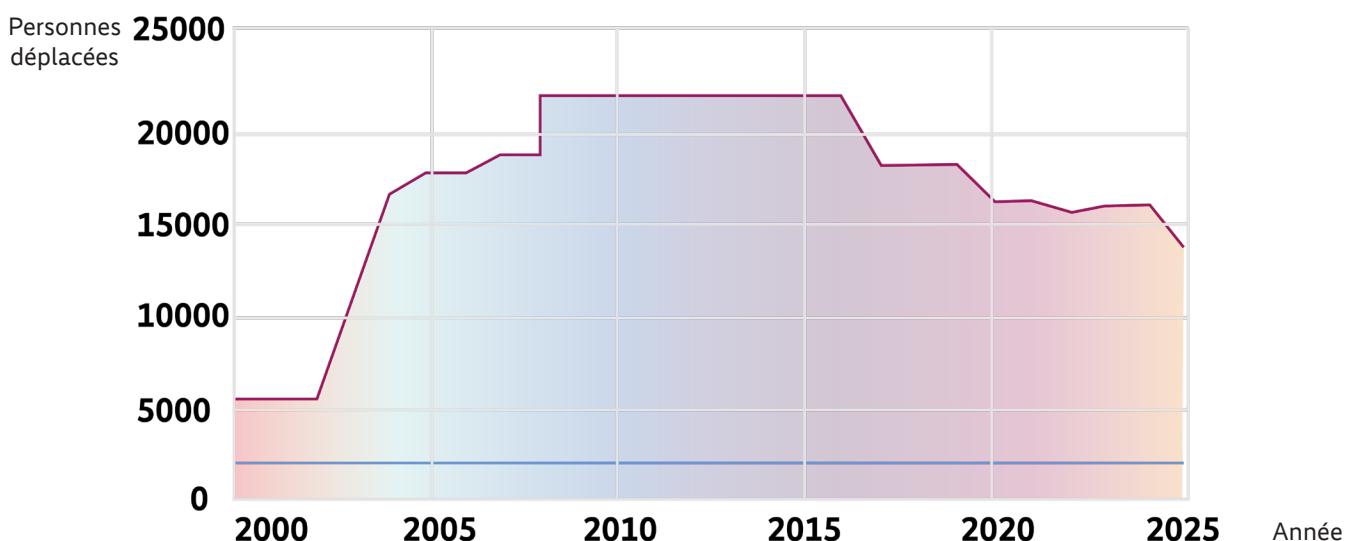
Dans le cadre de cette mission de stabilisation, la Monusco, en plus de son mandat de protection des civils, devait appuyer la RDC dans la réforme de l'armée, de la police, de la justice, l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de stabilisation et de reconstruction et aider le gouvernement dans la lutte contre l'exploitation illicite des ressources naturelles. Ces efforts devraient permettre d'aboutir au désengagement de la Monusco entre juin et août 2011.

Quinze ans plus tard, la situation dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri s'est enlisée. D'une part, le conflit dans ces deux provinces a repris, provoquant une crise humanitaire sans précédent depuis 1999. Face à cette crise, la réponse de l'État met également à l'évidence l'échec des réformes du secteur de la sécurité et l'incapacité de l'armée congolaise à défendre le pays contre les groupes armés locaux et contre les agressions étrangères.

Graphique 1. Évolution des effectifs autorisés de la Monusco depuis 1999

Image 1

Effectifs autorisés MONUC/Monusco 1999-2025



Source: différents rapports du secrétaire général des Nations unies depuis 2000

Le mandat offensif de la Monusco

En avril 2012, les anciens commandants du CNDP intégrés dans l'armée congolaise et déployés au Nord-Kivu et au Sud-Kivu se rebellent de nouveau. Ils accusent le gouvernement congolais de n'avoir pas respecté les accords du 23 mars 2009, notamment en ce qui concerne le retour des réfugiés tutsi congolais se trouvant dans les camps au Rwanda. Des affrontements ont lieu pendant plusieurs mois dans les territoires de Masisi et de Rutshuru et culminent avec la brève occupation de la ville de Goma, le 20 novembre 2012. L'armée congolaise, en débandade, se replie à Minova dans le Sud-Kivu. La Monusco, pourtant massivement présente à Goma et incapable d'empêcher l'entrée des rebelles, est sous le feu des critiques. Son mandat est remis en cause.

Des organisations de la société civile se mobilisent, et la pression internationale pour un mandat robuste s'accentue. Sous la pression des États de la SADC et de la société civile congolaise et afin de répondre aux limites des forces armées congolaises et de la Monusco dans la lutte contre les groupes armés et la protection des civils, le Conseil de sécurité décide, le 28 mars 2013, d'intégrer au sein de la Monusco une brigade d'intervention, la United Nations Force Intervention Brigade (FIB), avec pour mandat *de neutraliser les groupes armés*.

Le Conseil de sécurité donne aussi à cette force la possibilité d'agir seule ou avec les FARDC. La FIB a combattu aux côtés de l'armée congolaise jusqu'à la défaite du M23 en 2013. Cette victoire a renforcé l'image de la mission auprès du public. Elle a suscité également les attentes des populations locales, qui verront désormais que la mission est bien capable de remplir son mandat de protection des civils. Cependant, bien que la mise en œuvre de la FIB soit critiquée par quelques experts qui considèrent qu'elle contrevient au principe de l'impartialité d'une mission de maintien de la paix, plusieurs personnes interrogées dans le cadre de ce rapport retiennent ce moment fort de la mission de l'ONU en RDC.

La crise de réputation de la Monusco

Au cours des années suivantes, la popularité de la Monusco a diminué drastiquement. Les critiques à l'encontre de la mission pendant la guerre du CNDP, qui s'étaient atténuées en 2013 grâce à ses succès contre le M23, sont revenus avec le début des massacres attribuées aux miliciens du groupe islamiste ougandais ADF, alliés de l'État islamique. La résurgence du M23 en 2021 ainsi que les discours populistes pendant la période préélectorale et électorale de 2023 ont accentué le sentiment *anti-Monusco* au sein de la population qui reprochait à l'ONU son inaction et son incapacité à protéger les civils malgré un mandat robuste. En outre, les relations entre le gouvernement congolais et la Monusco ont souvent été instables.

Après la défaite du M23 en 2013, les tentatives d'opérations conjointes entre le gouvernement congolais et la Monusco ont souvent été bloquées en raison des contraintes liées au respect des règles de «due diligence» sur les questions de droit de l'homme. En 2015, alors que le gouvernement congolais avait désigné les généraux Fall Sikabwe et Bruno Mandevu pour diriger les opérations contre les FDLR conjointement avec la Monusco, cette dernière a exigé le remplacement des deux officiers en raison d'accusations de violations de droit de l'homme commises par eux. Le gouvernement congolais, accusant l'ONU d'*ingérence*, a décidé de se passer de cette dernière et de mener seule les opérations.

Aussi, son incapacité face aux tueries perpétrées par les ADFs dans la région de Beni où la Monusco dispose d'une base importante et des brigades d'intervention rapide n'a fait que contribuer à éroder la réputation de l'ONU en RDC. Les manifestations anti-Monusco les plus importantes ont été organisées à Beni et à Butembo depuis 2019.

Enfin, depuis la fin de la première crise du M23 en 2013, la Monusco avait vu ses effectifs drastiquement réduits par le Conseil de sécurité. Avec près de 20.000 hommes et femmes en 2014, la mission ne comptait qu'un peu plus de 11.000 éléments. Sa présence géographique aussi n'a cessé de se réduire au fil des années. Présente initialement dans plusieurs provinces de la RDC, la mission s'était progressivement concentrée dans la partie Est de la RDC où sévissaient encore de nombreux groupes armés. Après la fermeture de ses bases dans les provinces de la Tshopo en 2029, du Kongo Central, du Kasai et Kasaï Central, la Monusco s'est retirée de la province de Tanganyika en juin 2022 et au Sud-Kivu en juin 2024. Elle n'est plus présente que dans les provinces du Nord-Kivu et Ituri.

Plan de retrait de la Monusco et interventions régionales

En 2020, après une série de protestations contre la Monusco, le gouvernement et ONU s'étaient accordés sur un plan de retrait progressif et responsable. En 2023, alors que le M23 progressait dans le territoire de Rutshuru et que le sentiment qu'une nouvelle série des manifestations contre la Monusco serait organisée, le gouvernement congolais avait exigé alors un retrait accéléré de la mission onusienne au plus tard en décembre 2024.

Cependant, la situation sécuritaire à la base du ressentiment contre la Monusco continuait de se détériorer dans le Nord-Kivu et en Ituri. Son mandat avait été prolongé d'un an par le Conseil de sécurité autour de deux objectifs : *contribuer à la protection des civils (...) et appuyer la stabilisation et le renforcement des institutions de l'État*, notamment dans les secteurs de la sécurité.

Sur papier, le nouveau mandat de la Monusco, qui n'était pas très différent de son mandat de ces dix dernières années, restait robuste : non seulement il autorisait la Monusco à prendre des mesures dissuasives pour protéger les civils, mais lui donnait également mandat de, *mener des offensives ciblées et énergiques en RDC en vue de neutraliser les groupes armés; de mener des opérations conjointes, fréquentes et effectives* (avec le gouvernement congolais). Il autorisait aussi la Monusco à accompagner le processus de démobilisation, désarmement et réinsertion communautaire.

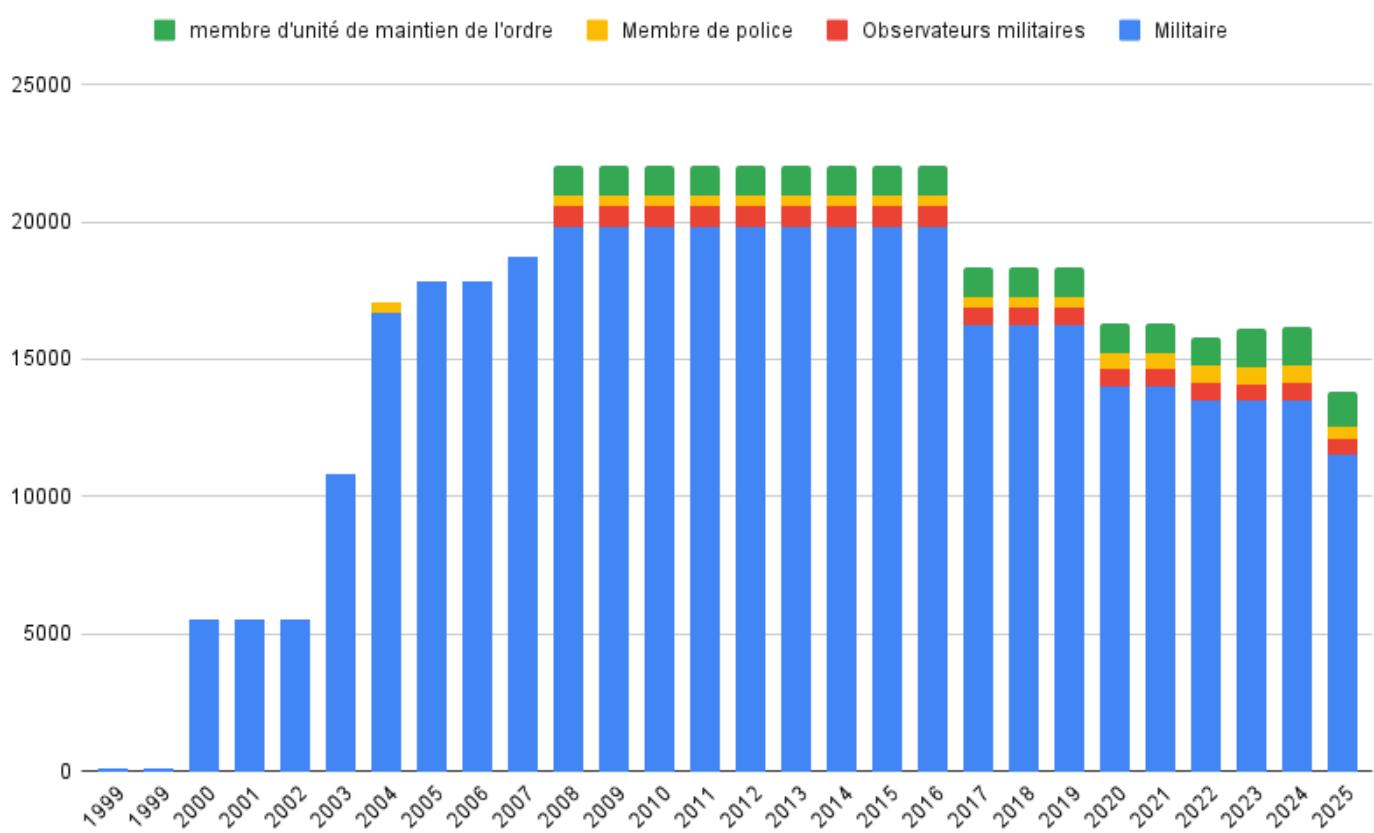
Cependant, l'avancée du M23 et en particulier la prise des villes de Goma et Bukavu relance un double débat. D'une part, concernant la capacité de la Monusco de mettre en œuvre un mandat offensif face à une agression étrangère; et d'autre part, elle remet en question le plan de retrait mise en place.

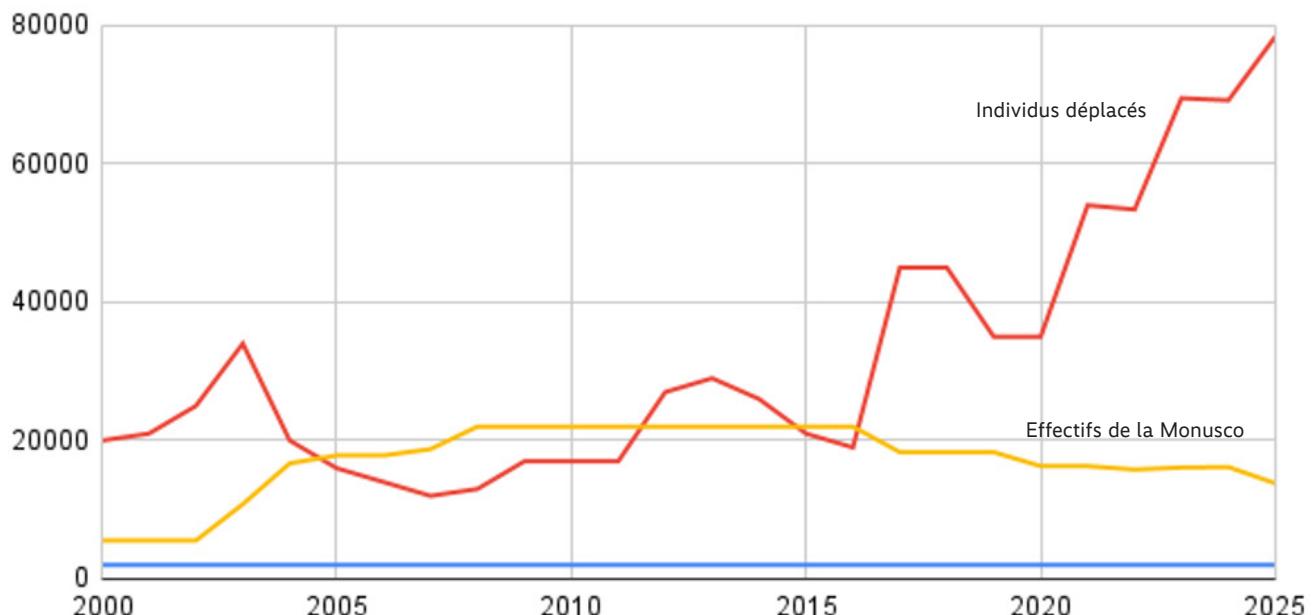
Alors que la Monusco s'est retirée de Bukavu en juin 2024, de nouvelles discussions se tiennent, notamment à New York, sur un éventuel redéploiement de la mission dans le Sud-Kivu. Avec la chute de Bukavu, la remobilisation des groupes armés locaux se poursuit et expose davantage les populations civiles.

Malgré un mandat robuste, et la présence massive des troupes de l'armée congolaise, la situation sécuritaire ne cesse de se détériorer. Les massacres de civils par les ADFs se poursuivent dans les territoires de Beni au Nord-Kivu et d'Irumu en Ituri. Dans le sud de la province du Nord-Kivu, le M23 poursuit sa progression.

Graphique 2. Composition des effectifs autorisés de la Monusco

Image 2





Face à la dégradation de la situation sécuritaire, le gouvernement congolais a résolu de se tourner vers des forces régionales pour lutter contre le M23 et l'armée rwandaise. En 2022, les États membres de la communauté de l'Afrique de l'Est ont mandaté une force pour lutter contre le M23 et les autres groupes armés. Cependant, face à des divergences d'interprétation du mandat, le gouvernement congolais, estimant que l'EAC-RF adoptait une posture tolérante envers le M23, décide d'y mettre un terme à la veille des élections de décembre 2023. L'EAC-RF est alors remplacé par une force de la SADC (SAMIRDC) composée de l'Afrique du Sud, de la Tanzanie et du Malawi.

Cette force censée aussi appuyer le gouvernement congolais dans la lutte contre le M23 s'est limitée à la protection de la ville de Goma, pendant plusieurs mois, sans pour autant empêcher l'avancée du M23. Après la prise de Goma, ses contingents ont été cantonnés, incapables de mettre en œuvre leur mandat. Lors du sommet de la SADC du 13 mars 2025, il a finalement été décidé du retrait de cette force. Un nouvel échec, qui soulève la question de l'efficacité des missions régionales dans des contextes d'agression.



Source: Monusco

3.

Perceptions des opérations de soutien à la paix en RDC

Cette section examine de la perception de la population sur les différentes missions en RDC. En raison de sa présence historique et de la couverture géographique, l'analyse portera essentiellement sur la Monusco, bien que les conclusions demeurent pertinentes pour les autres missions présentes en RDC. Après plus de 25 ans de présence en RDC, l'efficacité est remise en cause du fait du regain de violence dans l'est de la RDC et de l'instabilité persistante. La question de son mandat, et surtout celle des attentes de la population est au cœur du débat en particulier lorsque la situation sécuritaire se dégrade.

La perception des missions de soutien à la paix en RDC s'articule principalement autour de la notion de protection des civils, un concept dont la compréhension et la mise en œuvre prêtent parfois à confusion. S'agit-il d'une protection assurée par la présence, ou d'une protection reposant sur la projection ? Faut-il mettre en œuvre un mandat offensif, ou se limiter à accompagner le gouvernement du pays hôte, *qui a la responsabilité première d'assurer la protection de sa population?* S'agit-il d'agir dans le strict respect des principes fondamentaux du maintien de la paix — à savoir le consentement des parties, l'impartialité et le non-recours à la force, sauf en cas de légitime défense ou de défense du mandat ? Dans un contexte d'agression, comment l'impartialité peut-elle être interprétée ? Qui est redénable envers la population en cas de défaillance dans la protection ?

Ce rapport montre que les attentes de la population en matière de protection des civils influencent fortement la perception du bilan de la Monusco (et des autres forces) et comme l'ancien maire de la ville de Beni, le 14 décembre 2024 l'indique l'extrait ci-dessous :

La mission de la Monusco a échoué même si elle accomplit un grand travail sur le plan du social et dans le soutien à l'administration notamment à travers la fourniture de carburant, d'infrastructures, de formations pour renforcer les capacités des agents, et bien d'autres choses que je ne saurais citer maintenant. Mais tant qu'on compte encore des cadavres des personnes tuées sous ses yeux, tant que les menaces à la vie sont encore une réalité vivante, tant que le pays est encore agressé, et que les groupes armés se comptent encore par centaine, eh bien, elle aura échoué. Et la raison, c'est elle-même qui sait pourquoi. Mais, à mon avis, c'est parce qu'elle n'est pas assez active. Elle n'intervient

pas lorsqu'il le faut, alors qu'elle a des armes modernes. Elle attend toujours un ordre qui vient de quelque part pour frapper l'ennemi. Bref, c'est une mission qui n'aide pas sur le plan sécuritaire.

Ces critiques ne sont pas une particularité congolaise. D'autres missions de maintien de la paix en Afrique entretiennent parfois des relations tendues, aussi bien avec les populations civiles qu'avec les gouvernements hôtes. Au Mali, le gouvernement a demandé le retrait immédiat de la mission ; il en va de même en Somalie. L'adoption en 2013, de la Résolution 2098, créant la Brigade d'intervention sous le commandement de la Monusco et chargée de neutraliser les groupes armés, avait suscité de nouvelles attentes au sein de la population quant aux capacités réelles d'une mission de maintien de la paix. Toutefois, la reprise des combats dans l'est de la RDC a mis en évidence les limites de ce mandat.

Cette partie du rapport analyse la perception des missions de soutien à la paix en RDC. Elle se concentre sur la question de la protection des civils qui est une préoccupation centrale pour ces missions. Dans un premier temps, cette section décrit les efforts de protection des civils déployés par la Monusco. Elle analyse ensuite les facteurs expliquant que, malgré ces actions, la perception de la Monusco demeure négative dans les régions où elle est la plus présente. Elle aborde également d'autres facteurs qui influencent la perception des missions de soutien à la paix en RDC et les attentes de la population. Il s'agit notamment des moyens visibles mobilisés par les missions, de leur durée, de la question du recours à la violence, ainsi que des risques d'instrumentalisation politique. Enfin, elle discute du rôle des forces régionales comme alternatives à la Monusco.

Défis de protection des civils : des efforts considérables mais insuffisants de la Monusco

L'idée de protection des civils occupe une place centrale dans le mandat de la mission ainsi que dans la perception qu'en a la population Congolaise. Dans ses différentes résolutions depuis 2010, l'ONU établit de manière hiérarchique les priorités du mandat de la Monusco, la protection des civils arrivant en première position.

Les personnes interrogées dans le cadre de cette recherche comprennent la protection des civils comme l'action menée

par la Monusco pour prévenir les attaques contre les civils. Cette action est perçue tantôt comme dissuasion, tantôt comme offensive : *Quand on dit protection des civils, ça suppose la traque des groupes armés qui peuvent déranger la sécurité de la population civile.*

Plusieurs personnes reconnaissent l'effet dissuasif que jouent les bases de la Monusco. Aussi bien au Nord-Kivu, au Sud-Kivu et en Ituri, plusieurs personnes citent le caractère de refuge des bases de la mission onusienne : *En cas d'attaque, par exemple, ou de crainte de l'attaque, le réflexe de la population a toujours été d'aller se regrouper là où il y a les bases de la Monusco. Cela veut dire que, généralement, les bases de la Monusco sont un lieu de sécurité contrairement aux positions de l'armée congolaise, qui ne peuvent pas du tout être considérées comme telles par la population.*

Dans un contexte de retrait, et alors que la Monusco a entrepris la fermeture de ses bases, l'absence d'effet dissuasif pourrait poser des risques pour les populations civiles. En 2017, lorsque la Monusco avait décidé de fermer sa base de la cité de Pinga, au Nord-Kivu, la population avait exprimé les craintes d'un retour de l'insécurité. Cela s'est avéré vrai lorsque, face au vide sécuritaire, les groupes armés ont réoccupé la cité.

Au-delà de la présence dissuasive, la Monusco a aussi mis en œuvre d'autres mécanismes de protection dans les zones où elle est présente. Il s'agit notamment des mécanismes d'alerte rapide, des patrouilles et de renforcement de capacité des communautés. *La Monusco a aussi apporté son soutien à la formation des organisations de la société civile dans différentes parties du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri. Cela a permis de renforcer aussi les capacités locales en termes de protection, même si cela a aussi contribué à la polarisation de la société civile.*

Cependant, les moments où la Monusco a failli à ce rôle de prévention sont ceux qui sont les plus cités pour justifier son échec. Des failles de protection à Bukavu en 2004, à Kiwanja et Kanyabayonga en 2008, à Mavivi en 2014 et à Kamananga au Sud Kivu en 2012, à Savo, en Ituri en 2023 sont régulièrement citées pour expliquer comment la Monusco n'a pas réussi sa mission. Un militant des droits de l'homme de la ville de Beni précise :

[La Monusco] est surarmée, mais inefficace, par manque de volonté... Je me rappelle qu'en 2017, comme en 2018, d'ailleurs, les rebelles ont déjà tué plus d'une fois des habitants, un carnage à moins de 100 mètres de la base de la Monusco à Mavivi et ailleurs. Dans ces conditions, comment devrait-elle rester ? Qui lui fera confiance ? Et face à cela, nous pensons qu'il faut qu'elle plie ses bagages.

Plus de trois interlocuteurs ont expliqué la naissance de la nébuleuse armée des Raia Mutomboki au Sud-Kivu comme une conséquence du massacre des civils intervenu en présence de la Monusco. Un responsable d'une organisation des droits de l'homme de la ville de Bukavu explique : *Deux semaines avant le massacre de Kamananga, il y avait un déploiement de la Monusco. Les FDLR ont massacré des citoyens. Les populations se sont révoltées et ont chassé la Monusco.*

Toutefois, des responsables de l'ONU au Sud-Kivu s'en défendent. Pour un responsable au sein de l'équipe résiduelle de la Mission des Nations unies à Bukavu, il y a un problème de compréhension du mandat de la mission : *La Monusco vient en appui au gouvernement congolais. La sécurité à 100 % est impossible à atteindre. On essaye de mitiger les risques de violence.*

Dans ce cadre, la Monusco, et même dans le cadre de sa stratégie de retrait, accompagne les structures étatiques, notamment le service de protection civile dans le transfert des capacités afin de permettre à l'État de reprendre le rôle de celle-ci dès son départ. Mais cette explication n'est pas complète, comme le résume un responsable de la société civile de la ville de Goma : *(Il y a un) manque criant de communication de la part de la Monusco, mais aussi un manque de courage, de communication de la part du gouvernement. Aucun officiel ne vient expliquer. L'échec de la Monusco est partagé entre cette dernière et le gouvernement congolais.*

Défis de protection des civils : l'illusion de protection?

Bien que reconnaissant la présence dissuasive de la Monusco ainsi que ses actions dans d'autres domaines comme la stabilisation ou même dans le «développement», la Monusco peine à forger une image d'une force de protection efficace : *[La Monusco] a construit des bureaux, elle a appuyé le fonctionnement de certains services, elle a formé des gens à la protection des droits de l'homme, elle a fait beaucoup de choses, mais vraiment dans le cadre de l'objet principal de son mandat, c'était qu'elle protège les civils et malheureusement, aujourd'hui, les civils ne sont pas protégés malgré sa présence.*

Ce rapport met en évidence trois facteurs qui influencent les attentes de la population congolaise envers la mission en RDC : sa logistique, sa durée, et sa vulnérabilité à l'instrumentalisation politique.

1. Tension entre moyens visibles et résultats dans la mise en œuvre du mandat

L'incompréhension de la population sur le manque d'action et de résultat de la Monusco provient de la perception visible de sa force. Celle-ci est comprise par comparaison avec les forces de sécurité congolaises souvent sous-équipées et qui dépendent en partie de l'appui logistique de la Monusco. Par ses équipements et sa logistique, la Monusco projette une puissance qui contraste avec ses capacités opérationnelles réelles. Un interlocuteur affirme : *On peut comprendre les FARDC car elles sont très limitées sur plusieurs plans, mais la Monusco est un ensemble structuré complet. Les FARDC manquent de tout, il y a des endroits auxquels elles ne peuvent pas avoir accès et c'est la Monusco qui leur facilite le transport parfois, mais aucun résultat.*

La population voit en la Monusco une armée puissante et outillée pour mettre fin aux tueries et à l'insécurité. Il y a une tendance à comparer la Monusco aux FARDC sans prendre en compte les spécificités du mandat des uns et des autres. Parlant des massacres des ADFs dans la région de Beni, d'autres personnes reviennent sur ce qu'ils perçoivent comme l'inadéquation entre la logistique de la Monusco et son incapacité à répondre à des attaques contre les civils :

Avec sa brigade d'intervention constituée des Malawites, Sud-Africains et, tout récemment, ici de Kenyans se sont ajoutées, on s'était dit que c'est peut-être une des pistes de solution au problème des groupes armés et surtout aux tueries de la population par les rebelles de l'ADF parce qu'on se disait qu'avec tout leur arsenal militaire et leur technologie, c'est possible qu'ils sachent facilement où se cachent les ADF pour les attaquer, bombarder leurs camps. Mais on a constaté que depuis plus de dix ans malheureusement, on tue des populations et parfois non loin des bases de la Monusco; l'exemple de la base de Mavivi où on a tué des gens à moins de 100 mètres de celle-ci, vers N'zuma, on s'est posé beaucoup de questions.

2. Nexus entre la durée et la perception du bilan de la Monusco

La longévité de la Monusco ne sert pas non plus la perception que la population a de son mandat et de son bilan: *Elle est ici depuis très longtemps. Je peux dire que la Monusco suscitait de l'espoir quand on l'a vue s'impliquer dans l'organisation des élections de 2006, 2011 et jusqu'en 2012, 2013, on a vu la Monusco travailler.*

Un membre de la société civile interrogé à Butembo affirme: *Regardez le nombre de rébellions qui sont nées après son arrivée, au lieu qu'elle aide à y mettre fin, elles se multiplient; je ne sais pas on est combien il y en a maintenant. Donc elle*

est devenue une force dont personne n'a peur. Elle a tellement duré qu'on ne sait pas pour combien de temps elle était venue car une mission comme celle-là devrait venir pour un mandat précis, elle le fait dans un temps connu d'avance, on l'évalue et elle rentre (...). Elle n'est pas coincée par le temps. Et c'est l'une des raisons de son échec.

Cette longue présence nourrit aussi des suspicions sur un agenda caché que la Monusco aurait en RDC: *Ça s'empire; et ça donne à croire qu'ils sont ici pour un business. C'est du travail pour eux. Ils ont intérêt que la situation ne change pas. Et peut-être les États qui les envoient aussi. Je crois bien que plusieurs parmi les décideurs dans la force de la Monusco se posent la question de savoir: faut-il que la mission impose la paix ici pour ainsi imposer le chômage à ses agents?*

Depuis 2014, plusieurs milliers de civils ont été tués par les ADF, un groupe armé originaire de l'Ouganda qui a prêté allégeance au groupe terroriste État islamique. Au vu du bilan humain des massacres perpétrés par les ADF, les Congolais attendaient que la Monusco utilise ses moyens militaires pour combattre ce groupe, comme elle l'a fait contre le M23 en 2013. Des rumeurs sur une supposée complicité entre les contingents pakistanaise et les ADF se sont rapidement répandues dans le territoire de Beni qui vit ces tueries régulièrement. Au début de la crise des ADF, les civils appellent la Monusco à agir pour protéger les civils. Les demandes de la population envers elle ont évolué au fil du temps. Ces revendications sont allées de *protégez-nous!* à *protégez-nous ou partez!* pour finalement devenir *partez!*. Cette rhétorique anti-Monusco culminera avec des manifestations visant la mission dans les villes de l'est de la RDC. En avril 2021, des manifestations anti-Monusco éclateront simultanément à Beni et à Goma avec un message clair : *La Monusco doit disparaître en raison de son inefficacité à protéger les civils touchés par la crise des ADF.*

3. Risque d'instrumentalisation de la Monusco dans les débats politiques internes

Les critiques contre la Monusco, portées aussi bien par le gouvernement congolais que par une partie de la société civile ont pris de l'ampleur à la veille des élections de 2023; le gouvernement congolais a alors demandé un retrait accéléré. Dans sa lettre au Conseil de sécurité, le ministre congolais des Affaires étrangères, Christophe Lutundula, affirme que malgré que le mandat de la Monusco soit sous le chapitre VII depuis 2000, elle a été conciliante, défensive, plus proche des principes du chapitre VI [...] Face à cette énième tragédie, la Monusco a été impuissante et n'a pas pu assurer la protection de la population civile, une de ses principales missions statutaires. Les Nations unies en général et le Conseil de sécurité, en particulier, ne se sont pas suffisamment manifestés pour rassurer la population

congolaise et la convaincre de leur volonté politique réelle d'aider la République démocratique du Congo à mettre fin à la crise dont ses citoyens paient un lourd tribut.

Il est cependant important de contextualiser cette déclaration. En 2023, le Président congolais brigue un nouveau mandat pendant qu'une partie du pays fait face à une agression. Des manifestations contre l'ONU sont organisées dans plusieurs villes de l'Est. Ce discours est donc aussi destiné à une opinion publique congolaise critique envers la présence onusienne.

Christophe Lutundula n'est pas le seul responsable politique congolais à avoir essayé d'instrumentaliser la Monusco en période électorale afin de s'attirer la sympathie des masses. Bahati Lukwebo, alors président du Sénat, a déclaré lors de son passage à Goma : *Nous nous posons même la question de savoir si ça vaut la peine de garder la Monusco sur notre territoire. 20.000 hommes qui sont depuis plus de 22 ans au pays, et on n'a pas la paix.*

La Monusco reconnaît la présence d'un sentiment anti-Monusco au sein de l'opinion mais tient à défendre son bilan où elle estime avoir contribué à la paix. Selon

un fonctionnaire onusien à Bukavu, la mission est malheureusement un bouc-émissaire. Il affirme que malgré les interférences politiques qui la présentent négativement, les bénéficiaires des services de la Monusco étaient contre son départ : *Nous avons amélioré les conditions de détention dans beaucoup de coins. Je ne peux pas dire qu'il y aura un vide sécuritaire. Sinon ce serait un manque de respect envers les services de sécurité qui sont nos partenaires. Je dirais plutôt qu'il subsiste une inquiétude sécuritaire.*

Depuis la prise de Goma et de Bukavu par le M23, des discussions ont eu lieu sur un éventuel redéploiement de la Monusco y compris dans des zones d'où elle s'était retirée en juin 2024. En décembre 2024, alors que la situation n'a cessé de se détériorer, le gouvernement congolais a demandé à l'ONU de reporter son départ. Dans une nouvelle correspondance au Conseil de sécurité, le Ministre des Affaires étrangères a suggéré un retrait un retrait fondé sur les zones pacifiées en Ituri et au Nord-Kivu, permettant une approche plus flexible et conditionnelle (lettre du 11 décembre 2024).

4.

Imposition de la paix et les forces régionales : est-ce une alternative à la crise sécuritaire en RDC ?

La question du mandat a été au centre des critiques contre aussi bien la Monusco que l'EAC-RF ces dernières années. La force régionale de l'Afrique de l'Est s'est ainsi retrouvée dans une polémique sur le sens de son mandat. Les textes régissant son mandat lui autorisaient de combattre et éradiquer les groupes armés, mais, cela s'est avéré être la même compréhension que les personnes interrogées dans le cadre de cette étude. Par contre, cela ne semble pas avoir été la compréhension des pays contributeurs. Pour le commandant de la force EAC-RF, le mandat consistait tantôt à protéger la ville de Goma, tantôt à couvrir une zone tampon à l'issue du retrait du M23 suivant les acquis du processus de Nairobi. Cependant, cette étude montre que la Monusco, comme l'EAC-RF, est jugée principalement sur base de la compréhension que la population se fait de sa mission de protection civile, de ses postures publiques, et des attentes dues à sa longue durée.

De plus en plus d'acteurs régionaux prennent de l'importance sur le terrain sous forme de missions sous un mandat de l'Union africaine, endossés par celle-ci ou sous

d'autres appellations. Sur le terrain, elles font aussi face à l'impatience des populations civiles qui sont en manque de paix. Ces forces sont également confrontées à plusieurs défis relatifs au financement, à la coordination d'action, à l'adhésion au droit international humanitaire et aux droits de l'homme, à la protection civile, et même en termes de gouvernance sécuritaire. Des efforts pour répondre à certains de ces défis ont conduit à l'adoption de la résolution 2719 qui permet le financement des missions africaines par les Nations unies.

L'analyse des entretiens dans le cadre de cette recherche montre que, contrairement à l'enthousiasme de la communauté internationale sur le potentiel rôle que pourraient jouer les missions de paix régionales, ces dernières soulèvent davantage de discussions dans l'est de la RDC. Ces discussions sont alimentées par le manque de transparence de ces forces en ce qui concerne leur mission, mandat et leur action ; sur la composition de leurs troupes, et sur les dynamiques régionales de la crise dans l'est de la RDC.

Au sujet de la transparence, si les personnes interrogées au sein de la société civile discutent assez aisément du mandat de la Monusco, leur compréhension du mandat de l'EAC-RF, de la SAMIRDC ou encore des interventions ougandaises et burundaises dans l'est de la RDC reste assez vague. Pour les deux missions, leur mandat est compris tantôt comme pour combattre le M23, tantôt comme visant à pacifier l'est de la RDC. Les contacts entre ces missions et les populations ne sont pas aussi aisés qu'avec la Monusco. Il s'ensuit des suspicions d'agenda cachés :

Le grand problème est que parfois les gouvernements signent des accords qu'ils cachent à la population et à ses représentants. En principe il devrait s'agir accords gagnant-gagnant(...) Cela diminue la suspicion qui est un facteur important dans les relations entre la population et ces forces étrangères qui souvent ne profitent pas de l'appui de la population à cause de ces soi-disant accords cachés (...). Il faut faire tout pour connaître les agendas des États prêts à participer à la composition de la force. Il faut savoir ce qu'ils visent officiellement et ce qu'ils visent officieusement.

Le rôle et les intérêts des pays contributeurs constituent également un élément souvent cité comme facteur important à prendre en compte dans une mission. Deux opinions parfois contradictoires sont à signaler. D'une part, une partie considère que les missions étrangères ne peuvent pas venir mourir pour les congolais.

Depuis le déploiement de la Monusco, 285 casques bleus ont perdu la vie dans l'exercice de leur mandat. Cette conception justifie la méfiance envers certains contingents onusiens (Indiens, Népalais, etc.). Selon cette logique, les missions africaines sont les plus à même de s'investir dans la recherche de la paix en RDC du fait de leur proximité géographique et culturelle. Une autre opinion porte sur l'intérêt qu'auraient les pays de la région à maintenir une situation d'insécurité dans l'est de la RDC.

5. Conclusion

Ce rapport porte sur la perception des missions de soutien à la paix en RDC et particulièrement sur la Monusco et ainsi que les missions de la SADC et de l'EAC. Dans la première partie, il revient sur l'évolution de la présence onusienne en RDC ces 25 dernières années. De la MONUC à la Monusco, il explique comment les missions de l'ONU ont aidé à stabiliser la RDC post-conflit, à soutenir la mise en place des institutions démocratiques pendant la transition et même après. Il note aussi des échecs mémorables de protection de civils qui ont coûté à la mission sa réputation. Ces limites sont dues en partie à la marginalisation politique des missions de maintien de la paix lorsqu'ils se trouvent en tension avec les gouvernements, comme le montre la relation en dent de scie entre la Monusco et le gouvernement congolais.

Dans une deuxième partie qui se focalise sur la perception de la population face à la Monusco, ce rapport note que malgré l'action louable de celle-ci dans des programmes de stabilisation, c'est surtout son action et inaction en termes de protection des civils qui définissent la perception du public congolais.

Ce rapport conclut que trois facteurs influencent cette perception : la logistique de la mission, la durée de sa présence, et les risques d'instrumentalisation politique.

Le rapport questionne aussi l'idée des forces régionales comme alternative aux grandes missions de maintien de la paix. Enfin, alors que les processus diplomatiques se poursuivent, il y a lieu d'interroger le rôle que pourrait à nouveau jouer la Monusco malgré les défis présentés dans ce rapport.

Aujourd'hui, elle pourrait être mise à contribution pour moniter un éventuel cessez-le-feu, servir de force d'interposition et sécuriser les populations. Le 25 avril à Washington (USA), les gouvernements et rwandais se sont engagé à protéger, à faciliter et à promouvoir la capacité de la Monusco ainsi que des forces et mécanismes régionaux à agir conformément à leur mandat, y compris, le cas échéant, pour un mécanisme de vérification convenu et une force d'interposition afin de faciliter l'exécution de bonne foi des présents principes par les participants et les groupes armés non étatiques.

Toutefois, pour que cela soit possible, il faudra que la Monusco travaille sur ses faiblesses structurelles, présenter un mandat clair et limité dans le temps pour éviter de se heurter encore une fois à la méfiance de la population.

6.

Catalogue des critères

La longue présence de la MONUC transformée en Monusco et d'autres opérations régionales de soutien à la paix n'ont visiblement pas contribué à remplir les espoirs situés en eux par les populations de la République démocratique du Congo.

En vue de mieux comprendre toutes les dynamiques autour de ces actions, la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES), en partenariat avec le Think Tank Ebuteli, a entrepris une étude de compréhension globale de la dynamique de la crise sécuritaire en RDC aux fins d'élaborer un catalogue de critères susceptible de servir de boussole pour les futurs déploiements des opérations de soutien de paix et les acteurs nationaux. Cette étude s'inscrit dans une approche générale de travail de la FES en Afrique dont l'une des missions est de permettre une appréciation croisée de différents pays sur les opérations de maintien de paix. Ainsi, des études similaires ont été conduites au Soudan du Sud, au Mali, en Mozambique, etc.

La présente étude a été conduite suivant une méthode qualitative, basée sur des interviews semi-directives avec différents acteurs directement concernés par les opérations de soutien à la paix, notamment les responsables de la société civile au niveau local et provincial, les journalistes, les leaders des jeunes, les leaders des organisations féminines, des anciens maires de villes, des députés provinciaux.

Les recherches se sont déroulées de septembre à fin décembre 2024 principalement à l'Est de la RDC (Goma, Bukavu, Beni, Butembo et Bunia). D'autres autorités ont également été interviewées en dehors de ces zones. Les résultats de cette étude sont consignés dans le catalogue suivant des critères relatifs au type de mission/mandat, à la composition des troupes et des conditions de succès, à la relation des missions avec le pays hôte et à leur rôle dans la construction des États fragiles de même que la gestion des attentes des populations.

Selon le Groupe d'étude sur le Congo et Ebuteli, institut congolais de recherche sur la politique, la gouvernance et la violence, on comptait, en 2022, plus d'une centaine de groupes armés dans les provinces du Nord-Kivu, Sud-Kivu et Ituri. Leur mode de mobilisation de ressources et leurs réseaux locaux se sont aussi complexifiés.

Bien que le Conseil de sécurité ait renforcé le mandat de la Monusco pour lui permettre de répondre efficacement aux défis sécuritaires et d'appuyer le gouvernement congolais, la Mission fait face à différentes mobilisations des citoyens et de divers groupements pour demander son départ.

Depuis l'arrivée au pouvoir du Président Tshisekedi, le gouvernement congolais n'a cessé de faire appel au soutien auprès des organisations tant régionales qu'internationales ainsi qu'aux partenaires bilatéraux pour résoudre la crise, mais tout cela ne semble pas porter ses fruits pour l'instant. Face à ces différents mouvements de protestations de la population exigeant le départ non seulement de la Monusco mais aussi des forces de l'EAC (EAC-RF) ainsi que celles de la SADC (SAMIRDC), il était important de comprendre la perception des Congolais sur les différentes opérations de soutien à la paix.

Ce catalogue des critères présente la perception que les populations congolaises ont des missions de soutien à la paix (Peace support operations - PSO) dans le contexte de la RDC. Il s'appuie sur une cinquantaine d'entretiens semi-directifs avec des personnes dans l'Est de la RDC et à Kinshasa, ayant directement entretenu de longues interactions avec la Monusco, l'EAC-RF ou la SAMIRDC.

Parmi les personnes interrogées figurent des responsables de la société civile au niveau local et provincial, et d'autres cadres d'organisations de la société civile, des journalistes, des leaders des jeunes, des leaders des organisations féminines, des anciens maires de ville, des députés provinciaux, etc. Nous avons aussi parlé avec des agents de la Monusco. Ce rapport se base également sur la revue des différents rapports sur la Monusco et les autres initiatives régionales dans l'est de la RDC et sur plusieurs dizaines de documents officiels.

Cette recherche visait à comprendre la perception des Congolais et des Congolaises concernant des missions de soutien à la paix dans le contexte de la RDC. Il s'agissait de comprendre le regard que portent les Congolais et Congolaises sur le mandat de ces missions de soutien à la paix, sur la composition des troupes, sur leur, lsur les causes de leurs succès ou de leurs échecs, et enfin, les conditions d'un retrait responsables.

Bien que ce catalogue porte essentiellement sur la Monusco, en raison de sa présence dans le Nord-Kivu, en Ituri et au Sud-Kivu, il examine également la perception des populations du Nord-Kivu à l'égard des initiatives régionales récentes, notamment la Force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC-RF) et la Mission de la SADC en République démocratique du Congo (SAMIDRC).

Modalités	Perceptions et attentes (Durée de l'étude)	Recommandations pour le futur (issues des entretiens)	Observations (des auteurs)
Type de mission/mandat ?	<p>La PSO ne prend pas en compte les éléments du contexte et ne privilégie pas la protection de civils par l'imposition de la paix (Chap VII) face aux forces négatives.</p> <p>« On ne peut maintenir une paix qui n'existe pas. Le mandat doit être offensif. Du côté militaire, la Monusco a échoué ; par exemple, plus de 80 civils avaient été tués à Kamananga à côté d'une base de la Monusco dans le territoire de Kalehe. »</p> <p>Il y a des incompréhensions sur le mandat.</p> <p>«Le mandat n'a pas fondamentalement évolué : protéger les populations civiles, aider l'État congolais dans le renforcement des institutions mais aussi protéger les acteurs humanitaires qui sont sur le terrain. Je sais qu'il y a eu un flou, un débat sur la force de l'EAC, le gouvernement congolais semblait dire qu'elle venait avec un mandat offensif, ce que certaines communications venant de cette mission semblaient réfuter. Pour la SADC, je ne connais pas grand-chose. Mais je n'ai pas entendu qu'ils ont lancé une offensive quelconque,» ETW B3</p> <p>L'échec de la composante militaire de la Monusco</p> <p>«La population peut bien accepter les autres services ou bureaux : affaires civiles, droits de l'homme, appui à la justice, administration pénitentiaire, affaires politiques etc, mais lorsqu'il s'agit de la force de la Monusco, là, la population dit, nous ne pouvons pas vous accepter dans notre entité, parce que nous avons déjà constaté que vous ne faites rien,» ETW B7</p>	<p>Mandat : protection des civils</p> <p>«Quand on dit protection des civils, ça suppose la traque des groupes armés qui peuvent déranger la sécurité de la population civile».</p> <p>Les PSO doivent avoir un mandat offensif avec des termes clairs.</p> <p>« Je pense qu'il y a d'abord un problème de mandat qui n'est pas bien négocié ou ne l'est pas en des termes clairs si bien que les forces viennent avec une compréhension différente de celle du gouvernement congolais qui les invite. Je pense qu'à ce niveau-là le gouvernement devrait se montrer plus sérieux dans les négociations des termes de ces accords pour qu'on sache clairement quelle est la nature du mandat. Est-ce juste une force d'interposition ? Est-ce juste un appui technique ? Ou alors ces forces s'engagent réellement dans l'imposition de la paix ? » ETWB3</p> <p>Un mandat clair</p> <p>«Quand on dit protection des civils, ça suppose la traque des groupes armés qui peuvent déranger la sécurité de la population civile.» ETW B9</p> <p>Protection par la présence</p> <p>«En 2008, j'ai fui autour de la base de la Monusco à Kiwanja; même sans accéder à l'intérieur de la base, nous nous sommes sentis en sécurité comme le CNDP ne pouvait pas venir nous faire du mal là-bas sous les yeux des casques bleus, même s'ils étaient restés dans leurs bases. Cette conception marchait face aux groupes armés organisés,</p>	<p>Il y a une tension géographique lorsqu'il s'agit des attentes et du bilan de la mission : Alors que le Sud-Kivu demande plus d'efforts humanitaires et de développement, au Nord-Kivu et en Ituri, la priorité c'est la paix.</p> <p>L'autre tension concerne la structure de la mission : Comment la branche civile et la branche militaire collaborent ? Et comment les limites (échecs) de l'un influent négativement sur l'autre.</p> <p>Alors que la plupart des critiques négatives visent principalement la composante militaire de la mission, la composante civile n'est pas exempte. Par exemple, les sections protection et affaires civiles ont été critiquées de ne pas mener leur travail dans la durée mais juste se positionner comme des sapeurs-pompiers : quand ça chauffe, elles interviennent et activent leurs structures mais une fois la situation se calme, elles disparaissent en attendant un nouveau départ de feu.</p> <p>La Monusco a par exemple été critiquée pour s'être présentée comme un acteur de soutien logistique : alors même que ce soutien a été crucial pour faire face aux différentes crises humanitaires mais aussi en soutien aux processus électoraux (en transportant les kits électoraux), parmi nos interlocuteurs, certains considèrent la Monusco comme agence de voyage avec les MOP, alors même que les agences des Nations Unies ont déjà UNHAS qui s'occupe du transport humanitaire.</p>

	<p>hiérarchisés comme le M23. Face aux groupes qui n'obtempèrent pas à cette conception de protection par la présence, la Monusco doit évoluer vers la conception offensive. Par exemple, contre les FARDC et CODECO, c'est important de combattre. Entre temps, aujourd'hui nous sommes devenus plus exigeants, les attentes envers la Monusco sont élevées.» ETW G FG</p> <p>Le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH) est souvent mis en avant comme essentiel.</p> <p>«La plus grande force de la Monusco, c'est sa capacité à bien documenter et remonter les informations sur les exactions faites par l'ennemi et même par les forces loyalistes.» ETWB7</p> <p>Se distinguer des autres acteurs comme les ONG et les agences des Nations-unies.</p> <p>«Il y a la frustration des autres agences des Nations unies sur la Monusco. Le développement, la protection des enfants, etc. La tendance est que la Monusco a tout pris ainsi il y a une compétition entre agences, qui n'est pas du tout bénéfique aux populations».</p>		
Composition des troupes et conditions de succès	<p>La composition des troupes n'est pas toujours basée sur des choix judicieux.</p> <p>«La Monusco a échoué à cause des contingents musulmans qui n'acceptent pas les ordres et qui n'ont fait que construire des mosquées dans des zones où ils étaient déployés.» ITW à BKV</p> <p>La proximité culturelle peut être une force mais aussi faiblesse</p> <p>«Les pays contributeurs donnent des hommes, on ne sait pas si la RDC donne un avis sur la composition de ces forces et là c'est un problème.» ETWB8</p> <p>Les pays qui font partie du problème ne peuvent pas faire partie de la solution.</p>	<p>Sensibilité aux conflits, les contingents ne doivent pas avoir un lien avec les conflits mais doivent être sensibles à la nécessité de les résoudre.</p> <p>«La première condition devrait être de se rassurer que l'État qui veut contribuer aux troupes a une bonne histoire de guerre. Un pays qui n'a jamais été en guerre, comment va-t-il nous aider ? C'est important de regarder du côté de son histoire diplomatique avec la RDC.» ETW B 2</p> <p>La chaîne de commandement et les règles d'engagement doivent être claires.</p> <p>«Le deuxième critère serait d'accepter</p>	<p>Une des critiques de la force régionale de l'EAC était la présence du Rwanda dans les instances de prise de décision de la communauté et éventuellement dans le commandement, alors même qu'il était déjà établi qu'il soutenait le M23. Ce qui n'a pas permis à créer un climat de confiance au point d'être à la base du retrait de la force.</p> <p>Les forces burundaises et ougandaises semblent jouir d'une certaine image positive. Ces deux forces ont en commun le fait qu'elles sont en RDC sur la base des accords bilatéraux, avec un mandat un peu plus clair : elles viennent en soutien aux forces gouvernementales pour faire face aux groupes armés. Pour</p>

	<p><i>« Dans les forces de l'EAC par exemple, il y avait aussi des forces rwandaises. Ou si des militaires rwandais ne font pas partie des hommes qui sont sur terrain, dans la structure de l'organisation, il y a des rwandais. »</i> ETW B1</p> <p>Privilégier le bilatéralisme au lieu du multilatéralisme.</p> <p><i>« La RDC ne doit pas compter sur les missions multilatérales ; elle doit signer des accords bilatéraux gagnants-gagnants avec les États qui peuvent l'aider à combattre les groupes armés. »</i> ITW à BKV</p>	<p>de venir avec un mandat et des objectifs clairs. Mais aussi, avec la capacité nécessaire à changer la situation. »</p> <p>La PSO doit analyser les intérêts et le rôle des acteurs étatiques étrangers qui contribuent en troupes ou décident des mandats.</p> <p><i>« Il ne faut pas que le pays qui veut envoyer ses hommes ici soit dans le complot. »</i></p> <p>Une diplomatie agissante</p> <p><i>« Je crois que notre diplomatie devrait arriver à convaincre les États qui sont autour de nous qu'ils gagneraient mieux en faisant la paix avec nous qu'en nous combattant. Soyons un État sérieux et coopérons avec les autres sur une base d'égalité. Lorsque nous négocions alors que nous sommes en position de faiblesse, c'est-à-dire, négocier sous la botte de nos agresseurs, ça ne nous aide pas beaucoup. Nous finissons par des accords qui souvent justifient le retour de la guerre. »</i> ETWB2</p>	<p>l'Ouganda, il s'agit des opérations conjointes Shujaa contre les ADF. Par contre, la présence des forces burundaises est un peu complexe : elles interviennent aux côtés des FARDC contre le M23 mais elles mènent aussi des opérations dans le Sud-Kivu avec un mandat moins clair.</p>
<p>Quelle relation avec le pays hôte ? Quel rôle dans la construction des États fragiles ?</p>	<p>La Monusco a donné une excuse à l'État de ne pas prendre ses responsabilités</p> <p><i>« La principale raison de demander le retrait de la Monusco est que leur présence a contribué à déresponsabiliser le gouvernement(...)»</i></p> <p>Contribuer au renforcement des structures étatiques plutôt que de reprendre de zéro.</p>	<p>Responsabiliser l'État hôte</p> <p><i>« A défaut des missions qui viennent pour une crise spécifique, les missions de soutien à la paix ne doivent pas remplacer mais s'intégrer dans le système de sécurité des pays hôtes. Le gouvernement doit renforcer ses propres capacités. »</i></p> <p>La PSO doit avoir la capacité d'accompagner l'État hôte.</p> <p><i>« Pour que les choses changent, nous devons avoir des institutions fortes. Compter sur les autres, c'est se tromper surtout si votre adversaire développe avec eux des liens plus forts que vous. »</i> ETW B2</p> <p>Appui aux réformes sécuritaires</p> <p><i>“Le plus grand enseignement est que nous devons construire notre propre armée. Nous sommes un pays continent, nous avons plus de 100 millions d'habitants. Nous avons</i></p>	<p>Les représentants de la Monusco ont indiqué qu'ils comprenaient la colère de la population, car l'insécurité persistait malgré leur présence. Mais ils ont également reconnu que les FARDC sont la force la mieux placée pour endiguer le problème de la sécurité dans le pays.</p> <p>Par ailleurs, sur le DDR, la Monusco a contribué au rapatriement d'un nombre important des combattants étrangers dont les FDLR. Même si le gouvernement congolais n'a pas su mettre en œuvre efficacement le DDR pour les combattants congolais.</p>

		<p><i>réalisé que dépendre des autres ne nous aide pas à nous débarrasser de nos problèmes. Ils viennent avec une mission, et une fois sur terrain ils la changent et veulent nous imposer leur logique.</i></p> <p><i>(Sur les missions régionales) : Il y a deux choses : notre gouvernement devrait initier des campagnes pour sensibiliser la population à l'objet de la présence de ces troupes étrangères. La deuxième chose est que ces forces africaines ou régionales doivent avoir des résultats sur terrain». ETB B2</i></p>	
Comment gérer les attentes des populations ?	<p>Clarifier la mission pour ne pas créer plus d'attentes démesurées.</p> <p><i>«Dès le départ, les forces de la Monusco se présentaient comme des protecteurs armés de la population, elles ont donc été jugées sur cette base-là. La protection des civils est large et passe aussi par d'autres mécanismes notamment les comités locaux de paix qui existent encore aujourd'hui et qui ont inspiré d'autres actions d'ONG comme VNG, ou qui étaient déjà mis en place par des organisations comme Oxfam en collaboration avec les communautés locales».</i></p> <p>L'arrivée d'une mission doit être une réponse à besoin ressenti.</p> <p><i>«Les missions EAC et SAMIRDC sont des missions opportunistes qui ne viennent pas du besoin réel».</i></p> <p>Le mandat des forces régionales n'est pas adapté au contexte du conflit en RDC.</p> <p><i>«SAMIRDC va aussi échouer comme la force régionale de l'EAC. L'armée sud-africaine est en perte de vitesse, pas de budget. Ensuite, les forces régionales ne sont pas adaptées aux conflits internationalisés comme celui qui se passe en RDC et ne peuvent être efficaces que pour les conflits internes».</i></p>	<p>Le mandat doit être spécifique et la PSO doit en faire la vulgarisation et être ouverte aux critiques constructives.</p> <p><i>«Le comble est que sur le plan sécuritaire c'est terrible. Mais sur les autres plans, elle fait beaucoup, mais on mesure d'abord son apport sur le plan sécuritaire».</i></p> <p>Besoin de transparence & encore grande suspicion :</p> <p><i>«En principe, ça devrait être des accords gagnant-gagnant qui sont rendus publics dans l'objectif de diminuer la suspicion. Cela constitue un facteur important dans les relations entre la population et ces forces étrangères qui, très souvent finissent par ne pas profiter de l'appui de la population à cause de ces soi-disant accords cachés(...) c'est de faire tout pour connaître les agendas des États prêts à participer à la composition de la force. Il faut savoir ce qu'ils visent officiellement et ce qu'ils visent officieusement».</i></p> <p>Il faudra mettre en place une collaboration efficace dans le suivi du travail de la PSO et dans l'évaluation de ses résultats.</p> <p><i>« Il faut associer la population à travers la société civile. Lorsque les PSO le font seuls, ils se donnent toujours des résultats positifs. » ETW B2</i></p>	<p>La Monusco a été critiquée de s'être dispersée où on l'attendait le moins alors qu'elle échouait là où on l'attendait le plus. Plusieurs de nos interlocuteurs ont reconnu que la mission a eu un certain nombre de résultats dans ses composantes non militaires mais que ceux-ci ne peuvent pas compenser leurs échecs dans la protection des civils où il y avait plus d'attentes.</p> <p>Parmi les défis de la SAMIRDC, il y a les difficultés financières : Elle n'est pas parvenue à recevoir le financement onusien et cela est présenté comme un vrai défi pour son efficacité. Les mêmes attentes des populations qui ont occasionné les mécontentements contre la Monusco et l'EAC risquent d'atteindre la SAMIRDC étant donné l'enlisement du conflit M23 et les résultats qui tardent à arriver. Toutefois, il est difficile de faire le bilan de la SAMIRDC étant donné que depuis son arrivée en décembre 2023, il y a eu une série des trêves décidées dans le cadre du processus de Luanda, que la SAMIRDC a respectée. Cependant les militaires sud-africains ont été impliqués dans des affrontements contre le M23 sur le front Sake et y ont même perdu des combattants.</p>

Bibliographie

1. AFP (2023, Novembre 25). La RDC ne va pas prolonger le mandat de la force régionale déployée dans l'est. Voice of America. <https://www.voafrique.com/a/la-rdc-ne-va-pas-prolonger-le-mandat-de-la-force-regionale-deployee-dans-l-est/7370012.html>
2. Est de la RDC : Près de 3000 morts dans l'offensive sur Goma d'après l'ONU. (2025, February 4). RFI. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20250204-est-de-la-rdc-pr%C3%A8s-de-3000-mort-dans-l-offensive-sur-goma-d-apr%C3%A8s-l-onu>
3. Goma : Pourquoi cette ville clé du Congo est au cœur du combat entre l'armée et le M23. (2025, January 27). BBC News Afrique. <https://www.bbc.com/afrique/articles/cly9lv2mpr7o>
4. Historique. (2016, February 25). Monusco. <http://Monusco.unmissions.org/historique>
5. Is Christmas Really Over? Improving the Mandating of Peace Operations. (n.d.). Security Council Report. Retrieved Janua-ry 18, 2025, from <https://www.securitycouncilreport.org/research-reports/is-christmas-really-over-improving-the-manda-ting-of-peace-operations.php>
6. Khan, J. (2008, November 7). « La guerre à l'est bloque le pays tout entier ». La Presse. <https://www.lapresse.ca/internatio-nal/afrique/200811/07/01-37130-la-guerre-a-lest-bloque-le-pays-tout-entier.php>
7. Killings in Kiwanja: The UN's Inability to Protect Civilians | HRW. (n.d.). Retrieved January 19, 2025, from <https://www.hrw.org/report/2008/12/11/killings-kiwanja/uns-inability-protect-civilians>
8. Le M23 a quitté Goma. (2012, December 1). Voice of America. <https://www.voafrique.com/a/1556801.html>
9. Les chefs d'État de l'EAC s'accordent sur une force régionale pour stabiliser l'Est de la RDC. (2022, June 20). RFI. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20220620-les-chefs-d-%C3%A9tat-de-l-eac-s-accordent-sur-une-force-r%C3%A9gionale-pour-stabili-ser-l-est-de-la-rdc>
10. Les Nations Unies écartées de l'opération « conjointe » contre les rebelles en RDC - Democratic Republic of the Congo | ReliefWeb. (2015a, March 2). <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/les-nations-unies-ecart-es-de-lop-rati-on-conjointe-contre-les>
11. Les Nations Unies écartées de l'opération « conjointe » contre les rebelles en RDC - Democratic Republic of the Congo | ReliefWeb. (2015b, March 2). <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/les-nations-unies-ecart-es-de-lop-rati-on-conjointe-contre-les>
12. Les pays d'Afrique australe vont retirer progressivement leurs troupes militaires de RDC | TV5MONDE - Informations. (2025, March 13). <https://information.tv5monde.com/afrique/les-pays-dafrique-australe-vont-retirer-progressivement-leurs-troupes-militaires-de-rdc>
13. Logistical Support to UN Peacekeeping Operations. (n.d.). Retrieved January 18, 2025, from <https://www.peaceopstrai-ning.org/courses/logistical-support-to-un-peacekeeping-operations-en-2019/>
14. Monusco. (N.d.). Nations Unies Maintien de la paix. Retrieved January 18, 2025, from <https://peacekeeping.un.org/fr/mis-sion/Monusco>
15. Monusco Deployment September 2024 | Geospatial, location data for a better world. (n.d.). Retrieved January 18, 2025, from <https://www.un.org/geospatial/content/Monusco-deployment-september-2024>
16. Monusco's Force Intervention Brigade: A blueprint for success or a recipe for failure? (2023, October 20). Small Wars Journal by Arizona State University. <https://smallwarsjournal.com/2023/10/20/Monuscos-force-intervention-brigade-blueprint-success-or-recipe-failure/>
17. Nord-Kivu : La Monusco et les FARDC lancent l'opération Springbok pour protéger la ville de Goma. (2023, November 3).
18. Monusco. <http://Monusco.unmissions.org/nord-kivu-la-Monusco-et-les-fardc-lancent-l%20op%C3%A9ration-springbok-pour-prot%C3%A9ger-la-ville-de-goma>
19. Nouveau massacre de civils à Beni—BBC News Afrique. (n.d.). Retrieved January 20, 2025, from https://www.bbc.com/afrique/region/2014/11/141121_drc_killings
20. Peacekeeping in Africa: From UN to regional Peace Support Operations. (n.d.). IISS. Retrieved January 18, 2025, from <https://www.iiss.org/online-analysis/online-analysis/2024/03/peacekeeping-in-africa-from-un-to-regional-peace-support-operations/>
21. Quelques actions de la Monusco dans le Sud Kivu pendant la prise de Goma. (2012, December 6). Monusco. <http://Monusco.unmissions.org/quelques-actions-de-la-Monusco-dans-le-sud-kivu-pendant-la-prise-de-goma>
22. Rapport du Secrétaire général sur la RD Congo—S/2012/65. (2012, January 26). Monusco. <http://Monusco.unmissions.org/rapport-du-secr%C3%A9taire-g%C3%A9n%C3%A9ral-sur-la-rd-congo-s201265>
23. RD Congo - Goma : Le gouvernement demande à la Monuc d'imposer la paix - Democratic Republic of the Congo | Re-liefWeb. (2008, September 8). <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/rd>

- congo-goma-le-gouvernement-demande-%C3%A0-la-monuc-dimposer-la-paix
24. RD Congo : Guerre de l'Est - 2 millions de déplacés, le CNDP s'explique, la Monuc appelle au respect des lignes de dé-sengagement - Democratic Republic of the Congo | ReliefWeb. (2008a, October 28). <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/rd-congo-guerre-de-lest-2-millions-de-d%C3%A9plac%C3%A9s-le-cndp-seexplique-la>
 25. RD Congo: Guerre de l'est - le CNDP se retire de Rumangabo - Democratic Republic of the Congo | ReliefWeb. (2008b, October 10). <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/rd-congo-guerre-de-lest-le-cndp-se-retire-de-ruman-gabo>
 26. RD Congo : Le gouvernement met en garde la Monusco suite aux déclarations d'Hervé Ladsous - Jeune Afrique. com. (N.d.). JeuneAfrique.com. Retrieved January 19, 2025, from <https://www.jeuneafrique.com/299169/politique/rd-congo-gouvernement-met-garde-Monusco-suite-aux-declarations-dherve-ladsous/>
 27. RD Congo : Le M23 ordonne aux personnes déplacées de quitter des camps de Goma | Human Rights Watch. (2025, February 13). <https://www.hrw.org/fr/news/2025/02/13/rd-congo-le-m23-ordonne-aux-personnes-deplacees-de-quitter-des-camps-de-goma>
 28. RD Congo : Rapport consolidé sur les enquêtes conduites par le Bureau Conjoint des Nations Unies des Droits de l'Homme (BCNUDH) sur les graves abus des droits de l'homme commis à Kiwanja, Nord-Kivu, en novembre 2008 - Democratic Republic of the Congo | ReliefWeb. (2009a, September 7). <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/rd-congo-rapport-consolid%C3%A9-sur-les-enqu%C3%AAtes-conduites-par-le-bureau>
 29. RD Congo : Rapport d'enquête consolidé du Bureau Conjoint des Nations Unies pour les Droits de l'Homme (BCNUDH) suite aux vastes pillages et sérieuses violations des droits de l'homme commis par les FARDC à Goma et Kanyabayonga en octobre et novembre 2008 - Democratic Republic of the Congo | ReliefWeb. (2009b, September 7). <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/rd-congo-rapport-denqu%C3%AAte-consolid%C3%A9-du-bureau-conjoint-des-nations>
 30. RD Congo/Joseph Kabila : « Nous avons de très bonnes relations avec la Monuc » - Democratic Republic of the Congo | ReliefWeb. (2009, November 29). <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/rd-congo-joseph-kabila-%C2%AB-nous-avons-de-tr%C3%A8s-bonnes-relations-avec-la>
 31. RDC : Le Comité International d'Accompagnement de la Transition : Son rôle et ses activités - Democratic Republic of the Congo | ReliefWeb. (2004, May 10). <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/rdc-le-comit%C3%A9-international-daccompagnement-de-la-transition-son>
 32. RDC : Le mandat de la force de l'EAC prend officiellement fin, mais quand partiront ses soldats ? (2023, December 8). RFI. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20231208-rdc-le-mandat-de-la-force-de-l-eac-prend-officiellement-fin-mais-quand-par-tiront-ses-soldats>

À propos des auteurs

Reagan Miviri mène des recherches sur les conflits violents dans l'est de la RDC. Grâce aux données quantitatives et qualitatives recueillies par le Baromètre sécuritaire du Kivu, il analyse les dynamiques des conflits dans les provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu.

Il travaille aussi sur les influences et incidences de ces conflits dans la région des grands-lacs africains. Il compte à son actif plusieurs publications et ses analyses sont partagées dans plusieurs médias et journaux comme Le Monde, Al Jazeera, France 24, RFI et TV5Monde. Reagan a plus de dix ans d'expérience combinée dans la recherche, la protection des droits humains, l'analyse des politiques publiques et la gestion des projets.

Il a précédemment travaillé avec Front Line Defenders à Dublin et est avocat au barreau du Nord-Kivu. Il est titulaire d'un Master en Droit des libertés de l'Université Grenoble Alpes.

Fred Bauma est directeur exécutif d'Ebuteli. Il est un éminent commentateur et analyste de la politique congolaise. Fred Bauma est aussi Senior Fellow au Centre international de coopération (CIC) de l'Université de New York et militant des droits de l'homme.

Avant de rejoindre Ebuteli en février 2022, Fred a travaillé comme directeur de recherche du Groupe d'étude sur le Congo (GEC), un programme de recherche basé au CIC de l'Université de New York. Fred est également membre du mouvement citoyen Lutte pour le Changement (Lucha), le plus important mouvement social prodémocratique en République démocratique du Congo (RDC).

Il a été arrêté en mars 2015 et a passé 18 mois en prison, où il risquait la peine de mort. Amnesty International a déclaré Bauma prisonnier d'opinion et a décerné à Lucha le prix Ambassadeur de la conscience en 2016. Fred est également membre cofondateur d'Afrikki, un réseau de plus de 30 mouvements d'Afrique et de sa diaspora. Avec Jason Stearns, Fred coanime le podcast Ukombozi, un podcast sur les mouvements sociaux africains et les mondes qu'ils tentent de créer. Fred Bauma est titulaire d'un diplôme en administration des affaires de l'Université libre des pays des Grands Lacs (ULPGL) à Goma et d'un Master en administration publique de la City University of New York.



République démocratique du Congo

Friedrich
Ebert
Stiftung